

## Déclaration liminaire CSAL du 11 Octobre 2024

Madame la Présidente,

Les instances de dialogue social en cette rentrée 2024 se tiennent dans un contexte inédit de crise sociale, démocratique, institutionnelle et budgétaire .

Dans cette situation, un changement profond d'orientation politique, économique et sociale est attendu par l'ensemble des salariés et plus largement par la majorité de la population.

Il y a urgence à œuvrer pour mettre en place d'autres choix sur fond de justice fiscale, sociale et environnementale, afin que les oubliés et les méprisés soient enfin entendus et respectés, et que les richesses soient plus justement réparties.

Pour Solidaires Finances Publiques, les choix budgétaires à venir devraient être en opposition avec les précédents. L'ampleur du déficit actuel n'est pas dû à des dépenses publiques non maîtrisées. Elle sont nécessaires dans une société trop inégalitaire et au maintien de la dignité des plus faibles. Pour nous, l'ampleur du déficit est bien la conséquence du manque crucial de recettes.

Parce que les premiers propos du Premier Ministre nous prouvent que les choix fiscaux et économiques ne changeront pas et, pire, aggraveront sans doute encore plus la situation de la population, notre organisation continuera de porter une fiscalité plus juste, progressive et redistributive.

Avec la même détermination, nous combattons la casse du service public sur l'autel de l'austérité, en particulier celui de la DGFIP.

Nous continuerons à exiger des moyens suffisants pour assurer la qualité des missions, une amélioration réelle des conditions de travail des personnels et une revalorisation de la rémunération que ce soit en termes de points d'indice, de sa valeur qu'ainsi niveau de la partie indemnitaire.

Les budgets, notamment sur les politiques en matière de santé, de sécurité au travail, vont-ils passer par les coupes budgétaires liées à l'austérité ?

Quelles seront les conséquences des coupes budgétaires sur nos budgets de la Santé et de la sécurité au travail ?

Nous nous reconnaissons pleinement dans l'adresse solennelle présentée lors de la première convocation du récent CSAR par les organisations Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP : « l'austérité budgétaire engagée par Bruno Le Maire semble devoir s'amplifier dans le prolongement des annulations de crédits portant sur loi de finances de 2024. Le budget « réversible » ne le sera probablement pas et le choix de la continuité des politiques ultra-libérales mènera une fois encore à davantage d'injustices et de casse des services publics! Cela ne pourra que dégrader une situation sociale déjà intenable, accentuer les inégalités, fracturer toujours plus la société en la divisant et en stigmatisant une partie de la population.

Nous tenons à vous rappeler que nos organisations syndicales n'accepteront, pour la DGFIP notamment, aucune coupe sombre en matière d'emploi et de budget. Nous rappelons que la trajectoire en matière d'emploi sur le COM 2023/2027, qui n'est certes pas un contrat mais un cadre établi par votre prédécesseur aujourd'hui bien placé, posait le principe d'un fléchissement de la courbe des suppressions d'emplois sur la durée du COM. Nous réitérons notre exigence d'arrêt des suppressions d'emplois. Le non-respect de cet engagement au nom d'une prétendue exemplarité de notre direction dans le cadrage budgétaire sonnerait comme une provocation majeure pour les personnels. Nos organisations s'opposent et s'opposeront à toute baisse des budgets qui impacte la vie professionnelle des personnels.

Nos syndicats refusent que les crédits de personnels redeviennent la variable d'ajustement pour résorber les

déficits publics alors que les dizaines de milliers d'emplois supprimés depuis sa création privent la DGFIP des moyens nécessaires à l'exercice quotidien de ses missions et dégradent continûment les conditions de travail de ses personnels. »

La rencontre récente avec le ministre de la Fonction Publique n'est pas non plus de nature à nous rassurer. Les suppressions de postes massives, l'instauration d'un second jour de carence, les fusions de services ou même d'administrations sont autant d'attaques qui vont directement dégrader les conditions de travail des agent·es et la qualité des services publics.

Solidaires Finances Publiques sera vent debout contre les choix politiques entraînant des atteintes aux conditions de travail des personnels de la DGFIP.

Cette inquiétude exprimée nationalement par ce parfum d'austérité l'est tout autant localement au vu de l'ambiance austéritaire : des moyens réduits pour les travaux immobiliers qui impactent directement les conditions de travail des agents ; le gel de certains budgets ; la recherche effrénée d'économie au détriment des conditions de travail de nos collègues....

Solidaires Finances Publiques demande et demandera toute la transparence sur ces sujets pour notre Direction.

Dijon le 11/10/2024